Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

2 | 2019

L'ubérisation du travail

Organisation des Nations Unies

Elena Sychenko

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdctss/1566>

DOI : 10.4000/rdctss.1566

ISSN : 2262-9815

Éditeur

Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2019

Pagination : 114-117

ISSN : 2117-4350

Référence électronique

Elena Sychenko, « Organisation des Nations Unies », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* [En ligne], 2 | 2019, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 11 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rdctss/1566> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdctss.1566>

Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

I - LE COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (CESCR)

Durant la période Mars-Octobre 2018, le Comité a formulé ses observations et fait part de ses recommandations finales concernant le Cap-Vert, l'Allemagne, l'Argentine, le Mali, l'Afrique du Sud et le Turkménistan. Il a également examiné un cas individuel relevant de la sécurité sociale¹. Les aspects les plus intéressants de ces observations finales et les points de vue adoptés par le Comité s'agissant de ce cas individuel seront développés ci-après.

Ce cas individuel concernait le droit à une pension reposant sur des cotisations volontaires. La requérante équatorienne, Mme Marcia Cecilia Trujillo Calero, a procédé au versement mensuel de 305 cotisations de sécurité sociale, dont une part importante de cotisations volontaires alors qu'elle était non salariée et mère au foyer. Répartis sur plusieurs années consécutives, ces versements volontaires se sont interrompus pendant 8 mois, entre 1989/1990, mais furent ensuite rétroactivement payés en 1999. Comme la loi prévoyait le droit à la pension après 300 cotisations mensuelles, Mme Trujillo Calero a démissionné de son poste et demandé une retraite anticipée en 2002. Toutefois, les autorités ont refusé de lui attribuer une pension car, conformément à la législation nationale, l'affiliation volontaire avait pris fin en 1989, au moment de l'interruption du paiement de ses contributions. La requérante a affirmé qu'elle n'était pas au courant de cette décision concernant sa désaffiliation du régime de retraite. Toutes les tentatives de contestation de cette décision devant les tribunaux nationaux se sont révélées infructueuses.

Le Comité a examiné l'affaire à la lumière des obligations concrètes de l'État. Il a ainsi noté que les conditions d'éligibilité à cette pension devaient être raisonnables, proportionnées et transparentes, et devraient être communiquées au grand public de manière claire et opportune. En outre, la sanction consistant à résilier de l'affiliation à un régime de sécurité sociale devrait également être raisonnable et proportionnée. En l'espèce, alors même qu'une telle sanction était prévue par la loi et que ces dispositions étaient accessibles au public, le Comité a tenu compte de la vulnérabilité particulière des femmes affiliées volontaires, dans la mesure où elles n'ont pas de revenu mensuel personnel. Le fait que les autorités n'aient, pendant 5 ans, pas notifié la fin de l'affiliation ni la nécessité de cesser le versement des contributions, a ainsi créé une attente légitime à percevoir cette pension. Le Comité a donc estimé qu'il était disproportionné d'être désaffilié pour le non-paiement de contributions durant six mois consécutifs.

Le Comité a également considéré qu'une telle sanction constituait une discrimination indirecte fondée sur le sexe. Dans ses conclusions, le Comité a ainsi formulé des recommandations de nature à la fois individuelle et générale. Il a exhorté l'Équateur à garantir à tous ses affiliés le droit de recevoir en temps voulu les informations appropriées

1 Tous les rapports sont disponibles : http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/SessionsList.aspx?Treaty=CESCR

sur leur droit à la sécurité sociale, et à veiller à ce que les sanctions imposées aux affiliés soient proportionnées. Cette conclusion fut très importante pour les femmes en Équateur au regard de leur droit à la sécurité sociale, fondé sur les principes de la non-discrimination et de l'égalité entre les sexes. Il convient de noter que le taux de chômage des femmes dans ce pays est 30% supérieur à celui des hommes et que seulement 29,9 % des femmes occupent un emploi à plein temps². Par conséquent, les normes en question affectent hypothétiquement des milliers de femmes équatoriennes.

S'agissant par ailleurs des questions abordées par le Comité dans ses observations finales, pays par pays, deux points retiennent l'attention :

1. Les amendes excessives imposées par l'Argentine pour des grèves illégales ;
2. Les critiques du Plan d'action national en faveur des entreprises et des droits de l'homme adopté en Allemagne.

1. Suite à l'examen du rapport de l'Argentine, le Comité a noté que le recours disproportionné à des amendes à l'encontre de syndicats constituait un acte d'intimidation et s'apparentait à une restriction de la liberté syndicale. La recherche sur *Google* d'informations relatives aux amendes infligées aux syndicats argentins a donné un certain nombre de résultats : un syndicat d'enseignants a ainsi reçu une amende d'un montant de 23 millions de dollars US pour une grève de deux jours³ ; un syndicat du sucre environ 64 000 USD⁴, et le syndicat des routiers environ 22 millions USD pour violation d'une disposition obligatoire en matière de conciliation⁵. Des amendes de tels montants pourraient n'avoir qu'un seul objectif : la dissolution d'un syndicat. L'OIT a dès lors souligné que les sanctions prévues pour des actes illégitimes liés à des grèves devraient être proportionnées à l'infraction commise⁶, ajoutant également que les amendes ne devraient pas être d'un montant susceptible d'entraîner la dissolution du syndicat ou d'avoir un effet intimidant sur les syndicats⁷. Le CESCR a rappelé cette position dans ses observations finales concernant l'Argentine.

2. Considérant le rapport de l'Allemagne, le Comité a accueilli favorablement l'adoption du Plan d'action national sur les entreprises et les droits de l'homme, mais est resté préoccupé par sa nature exclusivement volontaire et l'absence de mécanismes de surveillance. Il a donc recommandé que toutes les parties prenantes à ce Plan veillent à sa mise en œuvre effective, grâce à un processus de surveillance intelligible et transparent. Il a également recommandé de veiller à ce que toutes les sociétés domiciliées en Allemagne, ou sous la juridiction du pays, s'identifient et puissent être tenues pour responsables des violations des droits de l'homme non seulement en Allemagne mais également à l'étranger.

2 www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/EMPLEO/2018/Septiembre-2018/092018_Mercado%20Laboral.pdf

3 <https://rpp.pe/mundo/argentina/argentina-sindicato-de-docentes-recibe-multa-de-us-23-millones-por-huelga-noticia-1140555>

4 <https://survey.ituc-csi.org/argentina.html?lang=en#tabs-3>

5 <https://www.nacion.com/el-mundo/conflictos/multa-de-28-millones-a-camioneros-porprotesta/ZIPFSPKDDFBIDPUHXC6IA2ZXQ/story/>

6 Voir CFA conclusions in respect of Serbia, Indonesia, Montenegro, *ILO*, Digest 2006.

7 *ILO* CFA, Case n° 3011 (Turkey) - Complaint date: 04-MAR-13 Turkish Civil Aviation Union (Hava-İş) and International Transport Workers' Federation (ITF).

Le Comité a également relevé certaines lacunes dans l'accès à la protection judiciaire des non-ressortissants, dont les droits auraient été violés par des sociétés allemandes à l'étranger. Il a recommandé un certain nombre de mesures, telles celles d'une assistance juridique renforcée aux victimes, qui devrait notamment contribuer à l'introduction de mécanismes de recours collectifs dans les procédures civiles, la responsabilité pénale des entreprises et les procédures de divulgation. Ainsi, ces mesures permettraient de garantir que les victimes d'atteintes aux droits de l'homme, commises par des sociétés domiciliées en Allemagne ou relevant de la juridiction du pays, aient accès sur place à des voies de recours efficaces et à une indemnisation.

Il est particulièrement important de constater que, dans sa Déclaration sur la dette publique et les mesures d'austérité (E/C.12 / 2016/1), le Comité se réfère pour la première fois aux obligations des États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels interprète le Pacte au sens large et accorde une attention particulière aux obligations des États, non seulement à l'égard des personnes relevant de sa compétence, mais également au titre de membres d'institutions internationales. Il a regretté que l'Allemagne, en tant que membre du Fonds Monétaire International et du Mécanisme Européen de Stabilité, n'ait pas exercé davantage de poids pour faire en sorte que les conditions imposées par ces institutions à l'obtention d'un prêt n'entraînent pas une régression injustifiée de la jouissance des droits couverts par le Pacte dans les États emprunteurs.

II - LE COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME

Au cours de ses 123^{ème} et 124^{ème} sessions, le Comité des Droits de l'Homme (*Human Rights Committee - HRC*) a examiné l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en Biélorussie, au Belize, en Bulgarie, en Guinée, au Soudan, en Algérie, à Bahreïn, au Libéria, au Laos et en Lituanie. Il a également examiné une plainte contre le Turkménistan relative aux droits individuels des travailleurs⁸. En l'espèce, le requérant alléguait que ses poursuites et sa condamnation pour avoir refusé d'accomplir le service militaire obligatoire en raison de ses convictions religieuses avaient violé les droits que lui reconnaît le Pacte.

À plusieurs reprises déjà, le Comité a traité de ce problème au Turkménistan, concluant également à la violation du Pacte dans cette affaire. Dans ses observations finales sur le deuxième rapport périodique examiné en 2017 (CCPR/C/TKM/CO/2, par. 40)⁹, il a en outre rappelé sa recommandation au Turkménistan d'abolir la responsabilité pénale pour de tels actes et d'assurer la possibilité d'un service de remplacement.

Dans ses observations finales pays par pays, le Comité s'est intéressé au problème de la discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail, à la protection des droits des personnes handicapées, et à la garantie d'une protection contre le travail forcé et le trafic d'êtres humains. Les deux dernières questions seront examinées plus en détails ci-dessous.

8 http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/SessionsList.aspx?Treaty=CCPR

9 Views adopted by the HRC under article 5 (4) of the Optional Protocol, concerning communication n° 2268/2013, 06/12/2018.

En Biélorussie, le Comité a noté que des éléments constitutifs du travail forcé continuent d'être inscrits dans la loi. Par exemple, l'obligation pour les parents dont les enfants sont pris en charge par l'État de rembourser les frais occasionnés par cette prise en charge, peut donner lieu à une ordonnance de placement (exécutoire par sanction pénale) à l'encontre de ces parents s'ils sont sans emploi ou sous-employés. Le travail obligatoire exigé des personnes soumises à l'isolement involontaire et à la réadaptation médicale et sociale a également été mentionné dans les observations du Comité. La question du travail forcé a en outre été examinée par le CESCR de l'ONU dans l'observation finale de 2016¹⁰ et par le Comité de l'application des normes de l'OIT (*Committee on the Application of Standards - CAS*)¹¹. La Biélorussie a abrogé le célèbre décret présidentiel n°9, conformément aux recommandations de ces organismes. Ce document indiquait que, lors de la modernisation des entreprises de transformation du bois, les travailleurs ne peuvent résilier leur contrat de travail qu'avec le consentement de l'employeur. Par conséquent, l'impact des organismes internationaux de défense des droits de l'homme pourrait être mis en évidence en Biélorussie. Espérons que les réglementations mentionnées dans les présentes observations par le HRC seront également modifiées.

Le problème de la traite des êtres humains a été noté dans presque tous les rapports. En particulier, à Bahreïn, les travailleurs domestiques migrants ont été victimes d'abus et d'exploitation. Le HCR a souligné l'absence de recours effectifs contre de tels abus et a exhorté l'État à leur en fournir. En ce qui concerne le Libéria, il a noté le très faible nombre de poursuites et de condamnations prononcées, ainsi que l'indulgence des sanctions émises à l'encontre des trafiquants, alors que ces dernières devraient être proportionnées à la gravité de ces infractions. Enfin, le HRC a souligné la nécessité d'assurer un soutien adéquat aux victimes, tels les refuges gérés par le gouvernement.

En Gambie, la traite des êtres humains pour le travail forcé et l'exploitation sexuelle est répandue et, selon l'avis du Comité des Droits de l'Homme, l'État devrait non seulement procéder à la formation des juges, des procureurs et des responsables de l'application de la loi, mais aussi améliorer l'identification des victimes et fournir aux victimes l'accès à des recours efficaces, y compris leur réhabilitation. Ces exigences du Comité des Droits de l'Homme sont conformes aux dispositions du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ratifié par tous les États susmentionnés, qui vise à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

10 CESCR, Concluding observations on the combined fourth to sixth periodic reports of Belarus, 13/12/2013.

11 Individual Case (CAS) - Discussion: 2018, Publication: 107th ILC session (2018) Forced Labour Convention, 1930 (n° 29) - Belarus.